

ACTION URGENTE

CRAINTES POUR LA SANTÉ D'UNE MILITANTE TRANSFÉRÉE DANS UNE AUTRE PRISON

Nguyễn Ngọc Như Quỳnh, également connue en tant que blogueuse sous le nom de Mẹ Năm (Mère Champignon) a été transférée en secret à 900 kilomètres, dans une prison qui se trouve loin de sa famille et où les conditions de détention sont déplorables. Purgeant actuellement une peine de 10 ans d'emprisonnement, elle est privée d'accès à ses médicaments et les inquiétudes sont vives concernant son état de santé qui se dégrade.

Le 12 février 2018, la défenseure des droits humains **Nguyễn Ngọc Như Quỳnh** (connue sous le nom de « Mẹ Năm » ou « Mère Champignon ») a été transférée en secret de la prison de Khánh Hòa, dans sa province natale de la Côte centrale du Sud, au « camp n° 5 » de Thanh Hoa, dans la région de la Côte centrale du Nord, à 915 km de sa ville natale, une prison où les conditions de détention sont déplorables. Sa mère lui avait rendu visite la semaine précédente, mais les autorités ne l'avaient pas informée de ce transfert.

La mère de Nguyễn Ngọc Như Quỳnh a fait part de ses vives inquiétudes quant à la détérioration de sa santé et son état fragile – son visage est enflé en réaction à un traitement inadapté et ses doigts et ses orteils se replient, ce qui est douloureux – aux autorités carcérales, qui ne l'ont pas autorisée à fournir à sa fille ses médicaments depuis son placement en détention le 10 octobre 2016. En raison du transfert, il est extrêmement difficile pour la famille de Nguyễn Ngọc Như Quỳnh de lui rendre régulièrement visite en prison. Plusieurs membres de sa famille font toujours l'objet d'une surveillance quotidienne et ont été, ainsi que d'autres militants, roués de coups par la police lors de rassemblements réclamant sa libération.

Le 17 novembre 2017, le tribunal populaire supérieur de Danang a confirmé la condamnation de Nguyễn Ngọc Như Quỳnh à une peine de 10 ans de prison pour « diffusion de propagande » (article 88 du Code pénal). Elle n'avait fait qu'exercer sans violence ses droits à la liberté d'expression et de réunion. Selon une traduction de son acte d'inculpation, Nguyễn Ngọc Như Quỳnh est poursuivie pour avoir partagé des articles en ligne et pour avoir participé à des rassemblements publics sur divers sujets, y compris contre les brutalités policières.

Les autorités vietnamiennes ont coutume de transférer en secret des prisonniers à titre de sanction – bien souvent vers des prisons où les conditions sont moins bonnes et qui sont situées à des centaines de kilomètres de leurs familles. En outre, les prisonniers sont régulièrement privés de soins médicaux, ce qui est un moyen de faire pression sur eux pour qu'ils « avouent » ou simplement de les punir parce qu'ils militent pacifiquement et expriment des critiques à l'égard du gouvernement vietnamien.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais, en vietnamien ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités à libérer Nguyễn Ngọc Như Quỳnh immédiatement et sans condition, car il s'agit d'une prisonnière d'opinion détenue uniquement en raison de ses activités pacifiques de défense et de promotion des droits humains ;
- demandez-leur de ne plus procéder à des transferts d'une prison à l'autre à titre de mesure punitive, et de veiller à ce que Nguyễn Ngọc Như Quỳnh puisse consulter son avocat et communiquer avec ses proches, et bénéficier de soins médicaux adaptés au camp n° 5 ;
- demandez-leur de veiller à ce que, en attendant sa libération, elle soit traitée au camp n° 5 conformément à l'Ensemble de règles minima des Nations unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela), et particulièrement à ce qu'elle ne soit pas victime d'actes de torture ni d'autres formes de mauvais traitements, y compris de conditions de détention déplorables.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 11 AVRIL 2018 À :

Premier ministre
Nguyễn Xuân Phúc
Prime Minister's Office
Hà Nội, Viêt Nam
Courriel :
nguoiphatngonchinhphu@chinhphu.vn
Formule d'appel : *Your Excellency, /*
Monsieur le Premier ministre,

Ministre de la Sécurité publique
To Lam
44 Yết Kiêu St. Hoàn Kiếm District
Hà Nội, Viêt Nam
Fax : + 844 3823 1872
c/o Ministry of Foreign Affairs
Courriel : ttll.mfa@mofa.gov.vn
Formule d'appel : *Dear Minister, /*
Monsieur le Ministre,

Copies à :
Ministre des Affaires étrangères et vice-
Premier ministre
Phạm Bình Minh
Ministry of Foreign Affairs
1 Ton That Dam Street, Ba Dinh district
Hà Nội, Viêt Nam
Fax : + 844 3823 1872

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Viêt-Nam dans votre pays (adresses à insérer) : nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule d'appel .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la deuxième mise à jour de l'AU 233/16. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa41/6706/2017/fr/>



ACTION URGENTE

CRAINTES POUR LA SANTÉ D'UNE MILITANTE TRANSFÉRÉE DANS UNE AUTRE PRISON

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Nguyễn Ngọc Như Quỳnh est la cofondatrice du Réseau des blogueurs vietnamiens, un réseau indépendant fondé en décembre 2013. Elle a souvent pris part à des événements en faveur des droits humains, notamment en écrivant, publiant et partageant des articles et des vidéos. Elle a notamment fait campagne sur la transparence des autorités, l'obligation qui incombe à l'État de rendre des comptes pour les violations des droits humains, la protection de l'environnement et la promotion des droits proclamés par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle a été harcelée, arrêtée et interrogée à maintes reprises en raison de ses activités pacifiques et a été empêchée de se rendre à l'étranger. Mère célibataire de deux jeunes enfants, elle s'occupe de sa grand-mère âgée de 90 ans. En 2015, Civil Rights Defenders a désigné Nguyễn Ngọc Như Quỳnh comme Défenseure des droits civils de l'année. En 2017, elle a été honorée en son absence par le Département d'État américain, qui lui a décerné l'un de ses 13 prix internationaux « Women of Courage » (Femmes de courage).

Le 10 octobre 2016, elle a été arrêtée dans sa ville natale, dans la province de Khánh Hòa, alors qu'elle accompagnait la mère d'un militant qui voulait rendre visite à son fils dans une prison locale. Une heure et demie après son arrestation, la police l'a conduite à son domicile pour effectuer une perquisition, et a saisi son ordinateur portable et des équipements électroniques, ainsi que des pancartes pour des manifestations. Elle a été placée en détention provisoire jusqu'au 20 juin 2017 et n'a pu consulter un avocat que neuf jours avant que son affaire ne soit examinée par un tribunal.

Le 29 juin 2017, le tribunal populaire de Khánh Hòa l'a déclarée coupable de « diffusion de propagande contre la République socialiste du Viêt-Nam » (article 88 du Code pénal) et l'a condamnée à 10 ans de prison. Nguyễn Ngọc Như Quỳnh et son avocat n'ont pas pu présenter une défense complète contre ses chefs d'inculpation. Elle était poursuivie pour ses activités sur Facebook et d'autres réseaux sociaux, notamment pour avoir écrit, téléchargé et partagé des articles et des vidéos qui critiquaient le Parti communiste vietnamien (PCV) au pouvoir et l'État ; pour avoir produit, révisé et partagé un rapport intitulé *Stop Police Killing Civilians*, qui affirmait que 31 personnes étaient mortes en garde à vue ; pour avoir donné des interviews à des médias étrangers qui auraient « déformé » la situation au Viêt-Nam ; et pour possession de recueils de poésies et de CD jugés critiques envers le Parti communiste vietnamien et l'État.

Au Viêt-Nam, les conditions de détention sont très dures ; la nourriture et les soins médicaux sont insuffisants et ne respectent pas les obligations minimales prévues par l'Ensemble de règles minima des Nations unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) et par d'autres normes internationales relatives aux prisons. Des prisonniers d'opinion sont maintenus en détention à l'isolement pendant des périodes prolongées à titre de sanction, ce qui s'apparente à de la torture ou d'autres mauvais traitements au titre des règles Nelson Mandela. Ils sont également victimes d'autres formes de torture et de mauvais traitements, et sont notamment frappés par des gardiens de prison, ainsi que par des codétenus sans que les gardiens n'interviennent. Nguyễn Ngọc Như Quỳnh a notamment indiqué à son avocat qu'on lui a interdit de porter des sous-vêtements et d'utiliser des serviettes hygiéniques au cours de sa détention provisoire.

Des prisonniers d'opinion sont fréquemment transférés en secret d'un centre de détention à un autre, sans qu'eux-mêmes ni leurs familles n'en soient informés.

Plusieurs prisonniers d'opinion, dont Nguyễn Ngọc Như Quỳnh, ont entamé des grèves de la faim pour protester contre les mauvais traitements dont ils sont victimes et contre les mauvaises conditions de détention.

Nom : Nguyễn Ngọc Như Quỳnh
Femme

Action complémentaire sur l'AU 233/16, ASA 41/7963/2018, 28 février 2018